



HAL
open science

Vers une épistémologie postpauvreté ?

Marion Carrel

► **To cite this version:**

Marion Carrel. Vers une épistémologie postpauvreté ?. Du social business à l'économie solidaire, Érès, pp.261-282, 2020, 10.3917/eres.lavil.2020.01.0261 . hal-04557245

HAL Id: hal-04557245

<https://hal.univ-lille.fr/hal-04557245>

Submitted on 24 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Marion Carrel, « Vers une épistémologie post-pauvreté ? Le croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté », in M. Juan, J.-L. Laville, J. Subirats (dir.), 2020, *Du Social business à l'économie solidaire. Critique de l'innovation sociale*, éditions Ères, p. 261-282.

Vers une épistémologie post-pauvreté ? Le croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté

Certaines des expérimentations démocratiques impulsées par le monde associatif comportent des innovations sur le plan épistémologique. La démarche de recherche en croisement des savoirs et des pratiques, initiée et expérimentée par des membres d'ATD Quart Monde, des universitaires et des professionnel.le.s dans les années 1990 (Groupe de recherche Quart-Monde Université, 1999) constitue ainsi une avancée dans la co-construction des savoirs entre acteurs, chercheurs et institutions.

Les questions autour des injustices épistémiques, des liens entre inégalités sociales et production des savoirs, ainsi que des protocoles de recherche permettant d'atténuer ces inégalités se sont développées initialement dans les épistémologies féministe et postcolonialiste. Alors que ces épistémologies commencent à se faire davantage connaître dans le monde francophone, elles peuvent servir d'appui à la compréhension d'autres types d'inégalités épistémiques que celles fondées les rapports coloniaux ou de genre (Godrie, Dos Santos, 2017). L'hypothèse que nous avons commencé à creuser est que le croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté dessinerait les contours d'une « épistémologie post-pauvreté », en écho aux épistémologies féministes et postcolonialiste (Carrel, Loignon, Boyer, De Laat, 2017). Quels sont les points de convergence entre ces épistémologies, à propos notamment des modalités de construction et de reconnaissance du savoir des minorités ? Le fait de centrer la démarche sur la question de la grande pauvreté apporte-t-il des spécificités ? On peut également se demander si les mêmes débats se posent sur les résistances institutionnelles et scientifiques, sur l'auto-disqualification des personnes ou encore sur la portée de ces démarches en matière de connaissances et d'émancipation.

Ce chapitre s'appuie sur une évaluation en croisement des savoirs, effectuée à Montréal avec des volontaires et des militants d'ATD Quart Monde, des chercheuses en santé publique et des professionnel.le.s de santé, de la recherche en croisement des savoirs EQUISanTE¹. La première partie creuse quelques points de méthode, notamment la place de la « non mixité » dans la démarche. A également été discuté le rôle des associations qui militent aux côtés des personnes en situation de pauvreté. La seconde partie traite des effets du croisement des savoirs sur la connaissance et l'émancipation. Produit-on des nouveaux savoirs, de quelle nature, avec ce type de méthodes ? Les effets de conscientiation et d'empowerment, y compris chez les chercheur.e.s et les professionnel.le.s, pourraient-ils devenir des critères d'évaluation ?

Les leviers pour la reconnaissance des savoirs sur la grande pauvreté et leur croisement avec d'autres savoirs

Pour analyser les « injustices épistémiques » qui réduisent la crédibilité des personnes à faire preuve de connaissances en raison de leurs attributs sociaux, les épistémologies féministes et postcolonialistes avancent de nombreuses pistes (Fricker, 2007). Elles remettent en cause le caractère universel, objectif et neutre du savoir scientifique. La science véhiculerait des représentations particulières portées par ses concepteurs et en exclurait de fait d'autres. Ces épistémologies appellent alors à faire preuve « d'imagination sociale » afin de rendre à la fois la

¹ Ce chapitre synthétise les principaux éléments parus dans un article rédigé par des chercheuses et volontaires d'ATD Quart-Monde, auquel se référer pour plus de précisions sur la démarche (Carrel, Loignon, Boyer, De Laat, 2017).

science plus complète et le monde plus juste (Medina, 2012 ; Frega, 2013). Il s'agit de produire et valider les connaissances ancrées dans les expériences de résistance des groupes sociaux qui ont souffert de l'injustice, de l'oppression causée par le capitalisme, le colonialisme et le patriarcat. En cela, ces épistémologies sous-tendent une posture résolument engagée en faveur de la réduction des inégalités sociales : « l'affirmation de l'égalité » de tous à penser le monde est vue comme génératrice d'égalité, en ce qu'elle encourage la subjectivation et l'émancipation (Rancière, 1995). Certains scientifiques et mouvements sociaux appellent ainsi à une confrontation des savoirs non-scientifiques populaires, vernaculaires, avec les savoirs scientifiques pour construire une « écologie des savoirs » qui rende compte du pluralisme épistémologique (Santos, 2014).

La recherche en croisement des savoirs apparaît radicale, car les personnes en situation de pauvreté participent à chaque étape de la recherche, de la définition de la question de recherche jusqu'à l'écriture, en passant par la collecte de matériau, son analyse et la diffusion des résultats. Par la reconnaissance et la confrontation des savoirs issus de la pauvreté, généralement ignorés, invisibles, conservés dans le « jardin secret » des personnes, il s'agit de produire des connaissances nouvelles et de combattre la misère (Ferrand, 1999). Si l'on poursuit le parallèle avec l'épistémologie féministe, l'enjeu est bien de contribuer à rendre visible le « savoir situé des pauvres » bâti à partir de l'expérience de la survie au quotidien, la honte et le silence, les préjugés, l'isolement, le rapport aux institutions, les formes d'entraide et de débrouille, etc. Cette démarche s'accompagne en outre depuis ses origines d'un important travail réflexif sur l'éthique, les conditions mais aussi les difficultés d'un tel croisement (Groupe de recherche Quart-Monde Université, 1999).

L'ensemble des pré-requis, conditions et méthodes du croisement des savoirs sont synthétisés dans une « charte du Croisement des Savoirs et des Pratiques avec des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale »², l'histoire de cette démarche étant par ailleurs bien documentée³. La recherche en croisement des savoirs ÉQUIsantÉ, réalisée entre 2011 et 2015 au Québec, visait l'amélioration de la qualité et l'équité des soins des personnes en situation de pauvreté en mobilisant trois types de « co-chercheur.e.s » : des personnes en situation de pauvreté accompagnées de volontaires-permanents⁴ d'ATD Quart-Monde, des chercheuses en santé et des professionnel.le.s de santé (Loignon et al, 2015 ; De Laat et al, 2014). Sans revenir sur l'ensemble des méthodes, nous creusons ici deux éléments qui ont été débattus et qui font écho aux débats également présents dans les épistémologies féministes et postcolonialistes : l'alternance entre travail en « groupes de pairs » et en plénières (la non-mixité), ainsi que la place des volontaires de l'association ATD Quart Monde (le rôle des associations dans la construction d'un savoir situé).

Les « groupes de pairs » ou la question de la non-mixité partielle

Deux épisodes marquants reviennent dans tous les comptes rendus et publications d'ÉQUIsantÉ, à l'occasion de la présentation de photos prises par les participants. Au sein de cet espace de confrontation bienveillante, la libération et distanciation d'affects refoulés, ou catharsis, a eu pour effet de provoquer des débats sur les droits et les devoirs, les lois ou les règlements. Les deux photos qui ont déclenché ces émotions fortes représentaient l'une du lait maternisé – provoquant un débat sur l'allaitement, puis sur les valeurs et logiques en conflit -, l'autre un bloc de glace – provoquant un débat sur les compétences communicationnelles des professionnel.le.s. Or, ces deux épisodes se sont

² http://www.atd-quartmonde.org/wp-content/uploads/2015/07/Charte_du_Croisement_des_Savoirs_et_des_Pratiques.pdf

³ Groupe de recherche Quart-Monde Université (1999) ; Groupe de recherche action-formation Quart Monde Partenaire (2002) ; Ferrand (2008).

⁴ « Hommes et femmes d'origines sociales et de professions variées, de toutes nationalités, les volontaires-permanents rejoignent le Mouvement ATD Quart Monde en acceptant un salaire minimum ainsi que la vie et le travail en équipe » (Groupe de recherche Quart-Monde-Université, 1999 : 525).

en partie joués en groupes de pairs, avec une attention portée par les volontaires à ce que les personnes en situation de pauvreté ne témoignent pas individuellement de leurs histoires, mais présentent un savoir collectif basé sur l'expérience de la pauvreté.

L'épisode du lait maternisé a démarré lorsqu'une professionnelle a commenté une photo qui illustre son incompréhension du choix que font les femmes défavorisées d'acheter du lait maternisé, qui coûte cher, plutôt que d'allaiter. Une des personnes en situation de pauvreté s'est montrée très émue et après une pause, la photo a été longuement débattue en groupe de pairs. Elle a expliqué qu'elle avait fait ce choix de ne pas allaiter, car au moment où elle venait d'accoucher, elle ne mangeait pas à sa faim. « À propos du lait, j'ai raconté [en groupe de pairs] mon histoire personnelle, mais j'avais aussi en tête d'autres femmes que j'ai vues et entendues et qui disent pareil. C'est de là qu'est sorti le savoir sur les logiques et les valeurs ! » (Personne en situation de pauvreté). Lors du retour en plénière, les échanges ont abouti au constat de valeurs partagées universellement (ici, le bien-être et la santé de l'enfant), mais en tension entre des logiques différentes (ici, celle des professionnels qui prescrivent l'allaitement et celle des personnes en situation de pauvreté qui préfèrent acheter du lait maternisé). Cette séquence a abouti à une prise de conscience, par les professionnels, de représentations et de pratiques discriminantes envers les patients issus de milieux défavorisés.

À travers ces échanges, c'est la représentation des personnes pauvres comme incohérentes, peu rationnelles, qui a été exprimée et déconstruite. Cette représentation est au cœur de « l'injustice épistémique » (Fricker, 2007). Elle se décline sous deux formes : une dévalorisation de la crédibilité des propos de la personne du fait de son appartenance à un groupe social dévalorisé (injustice de témoignage) et un déficit de ressources interprétatives à disposition des personnes en présence pour analyser la situation (injustice herméneutique). L'expression de telles injustices épistémiques peut provoquer chez les personnes en situation de pauvreté des émotions, des pleurs ou des manifestations de colère difficiles à gérer et comprendre pour leurs interlocuteurs. Or, ces manifestations sont justement détectées par les volontaires comme des signes que « quelque chose est en train de se passer » sur le plan cognitif et qu'il est temps que chacun se redistribue temporairement en groupes de pairs. L'histoire du diagnostic de retardé mental, élaboré à tort au sujet d'une personne en situation de pauvreté en raison de son élocution difficile et du fait qu'il arrivait chez le médecin épuisé après des journées de douleurs et ne trouvait pas tout de suite sa carte soleil⁵, a également déclenché l'émotion. Elle a provoqué des débats sur les erreurs de diagnostic que peuvent faire les médecins - formes d'erreurs scientifiques - et leurs conséquences dramatiques pour les personnes : l'étiquette « retardé mental » reste accrochée au dossier du patient tout au long de son parcours de soins et génère une succession d'erreurs de diagnostic (De Laat et al, 2014).

L'importance de ménager des temps en « groupes de pairs » fait écho à la « non-mixité » prônée dans d'autres milieux. Si cette méthode a fait débat, la construction du savoir féministe dans les années 1970 est passée par la mise en place de « groupes de conscience » qui ont permis de dépsychologiser et désindividualiser le vécu des femmes (Dorlin, 2008). De nombreuses analyses soulignent à quel point ces groupes non-mixtes fonctionnent comme des lieux de production de savoirs : les discussions en petits groupes de femmes font découvrir à beaucoup d'entre elles que « la violence qu'elles avaient subie et que chacune avait vécue dans le secret et la honte – persuadée d'en être la seule destinataire – était en fait tragiquement banale (...). Cette position critique inédite a donc produit un savoir neuf » (Romito, 2006 : 60). Les épistémologies postcoloniales insistent également sur l'importance des espaces de confiance, où les personnes se sentent en sécurité pour livrer leurs témoignages et construire leur « autodéfinition », leur « auto-émancipation » via la production d'une pensée propre, comme par exemple la pensée féministe noire (Collins, 2000 : 251-272).

⁵ Carte d'accès au système de santé publique au Québec permettant au titulaire de bénéficier de la gratuité des soins.

Dans le cas du croisement des savoirs, cette non-mixité n'est ni complète (le groupe des personnes en situation de pauvreté est accompagné par un.e volontaire d'ATD) ni permanente (alternance avec le travail en plénière)⁶. Elle peut cependant être mal vécue par les détenteurs légitimes du savoir et de l'expertise. Au sein d'ÉQUISANTÉ, de fortes tensions sont apparues à propos de l'interdiction faite aux chercheur.e.s d'accéder aux enregistrements des échanges du groupe des personnes en situation de pauvreté. Pour les chercheur.e.s, ces enregistrements représentaient du matériau scientifique « perdu » : « *Chez ATD, ils n'ont pas voulu nous donner les enregistrements des discussions des personnes en situation de pauvreté pendant le photovoix. (...). Ils nous donnaient les choses travaillées et validées en groupe. J'ai compris plus tard avec le temps, à force que les volontaires m'expliquent, que pour les personnes il y avait cette peur d'être instrumentalisées et qu'elles avaient besoin de cet espace ensemble* » (Chercheuses). Pour les volontaires, ces données devaient rester confidentielles, pour que les personnes en situation de pauvreté puissent faire leur propre analyse. Le fait de pousser ces dernières à livrer un savoir construit collectivement à partir de leurs expériences – et non de livrer leurs expériences sur le registre du témoignage – leur assure une forme de symétrie par rapport aux chercheurs et professionnels : « *Les chercheurs ont eu du mal à comprendre qu'on ne transmettait que la pensée collective. (...) On ne voulait pas transmettre le tâtonnement des personnes en situation de pauvreté, leur vie privée, leurs expériences douloureuses. Par exemple, l'histoire de la mention « retardé mental » sur un dossier médical, tous voulaient savoir qui c'était ! Une chercheuse voulait son numéro de téléphone pour l'aider, car elle connaissait un avocat. On a dit non, restons dans la recherche et pas dans le soutien dans la vie privée, parce qu'après, quelle liberté la personne a de te contredire sur le plan de la recherche ? Garder cette distance permet la confrontation* » (Volontaires). Pour les chercheur.e.s, ces précautions méthodologiques équivalent à de la dépossession : leur accès à certaines données est limité, on leur impose une distance avec les personnes en situation de pauvreté, ils et elles n'ont pas la liberté d'utiliser seul.e.s les productions de la recherche. Lors d'ÉQUISANTÉ, les tensions ont été si fortes que le comité de pilotage a dû faire appel à une consultante spécialisée sur les enjeux de participation pour dénouer le conflit. Ces tensions entre volontaires et chercheurs renvoient aux débats sur l'accompagnement dans les processus d'émancipation. Les personnes en situation de pauvreté ne peuvent-elles contribuer seules aux réflexions ? Les volontaires, qui ne sont pas du milieu de la grande pauvreté mais le « rejoignent », ne feraient-ils pas écran entre elles et les chercheur.e.s et professionnel.le.s ? Comment trouver la juste « pédagogie des opprimés » (Freire, 1974) ?

Le rôle des associations : « Sans le pont, on aurait été analysés »

Le terme de « pont » est apparu pendant l'évaluation en croisement des savoirs d'ÉQUISANTÉ et a été formulé par les personnes en situation de pauvreté, dans leur groupe de pairs. Il désigne le rôle joué par les volontaires dans le croisement des savoirs, essentiel selon eux pour qu'ils puissent participer en tant que sujets - et non objets - de connaissances : « *Sans le pont, on aurait été analysés. On pense par nous-mêmes, mais le pont permet de clarifier, d'approfondir notre pensée.* » (Personne en situation de pauvreté).

Ces réflexions sont nées de la discussion sur le compte-rendu du groupe des chercheur.e.s, qui avaient formulé des réserves sur le rôle joué par les volontaires, jugés parfois trop protecteurs : « *J'ai lu un document écrit par Joseph Wresinski qui dit quelque chose comme 'les chercheurs sont des monstres qui instrumentalisent la pensée de pauvres'*⁷. Je me suis dit, si on part comme ça, ça ne va

⁶ Soulignons que la plupart des groupes féministes qui pratiquent la non-mixité le font dans une optique d'autonomie (et non de séparatisme), c'est-à-dire qu'ils visent à aboutir sur des espaces de rencontres et d'alliances : il y a alternance entre les espaces mixtes et non-mixtes (Dupui-Déri, 2016 : 319-320).

⁷ Le discours du fondateur d'ATD à l'Unesco, à l'adresse des chercheurs, porte en effet une critique radicale au fonctionnement habituel de la recherche : « Déranger les plus pauvres dans leur pensée, en les utilisant comme

pas être simple... Parfois on sentait une surprotection des personnes en situation de pauvreté (...). J'admire la vigilance et l'exigence des volontaires, mais en même temps je me suis sentie parfois instrumentalisée dans le processus » (chercheure). En plénière, une volontaire a exprimé son désaccord sur cet extrait du compte rendu des chercheurs, car elle avait l'impression que son travail « a été de tout faire, sauf ça. J'ai créé les conditions pour que les personnes en situation de pauvreté aient à dire ce qu'ils pensent et non ce que je pense ! » (Volontaire). De leur côté, les personnes en situation de pauvreté avaient souligné l'importance d'être accompagnées par des personnes qui connaissent leur milieu : « Ça ne pouvait pas être une chercheuse qui fasse ce pont. Il faut quelqu'un qui connaît le monde de la pauvreté » (Personne en situation de pauvreté). La chercheure avait d'ailleurs choisi cette citation, lors de la discussion collective, et l'a commentée ainsi : « Ça m'a vraiment interpellée parce qu'à la fois, ça soulignait l'importance de l'expertise de la volontaire pour accompagner les personnes en situation de pauvreté : c'est un incontournable, je ne pense pas qu'on aurait pu faire ÉQUIsanTÉ sans ça... Mais jusqu'à quel point ? Comment les chercheurs pourraient être plus impliqués dans le pont avec les personnes en situation de pauvreté ? » (Chercheure).

Quel est donc le rôle joué par les volontaires ? S'agit-il de médiateurs, de *gatekeepers* ? Ce rôle, peu formalisé à ATD Quart Monde, s'acquiert par l'expérience et l'échange de pratiques, et sa définition fait débat y compris entre volontaires. La notion de « pont » a provoqué une discussion au sein du mouvement ATD. Pour Françoise Ferrand, pilier de l'expérience fondatrice des années 1990, l'image du pont est problématique car elle renvoie à la médiation. Or, selon elle, son travail n'est pas du registre de la traduction ni de la médiation, mais bien du soutien, d'être « du côté des personnes en situation de pauvreté ». Pour les deux volontaires ayant participé à ÉQUIsanTÉ en revanche, l'appellation de « pont » désigne bien ce que recouvre une partie des compétences des volontaires, c'est-à-dire non seulement de savoir animer les groupes de pairs, mais aussi de repérer quand et comment déclencher les différentes phases de croisement, y compris au sein des comités de pilotage. « Mais une équipe de co-animation, composée d'un animateur associatif qui est du côté des personnes en situation de pauvreté et d'un animateur universitaire ou professionnel qui est du côté des chercheurs ou professionnels est un pont bien plus solide », ajoute une des deux volontaires.

La nécessité d'accompagner la construction collective d'un savoir présenté comme « ancré sur un vécu », à l'inverse de ce que produisent les universitaires ou les professionnels, a été pointée. Ce vécu est douloureux : la pauvreté suscite de la colère, de la honte, voire du rejet vis-à-vis des plus « abîmés » que soi. Une partie du travail des volontaires consiste à éviter que les personnes en situation de pauvreté ne retombent dans le silence, l'absence de parole critique, en plénière face aux chercheurs et professionnels qui les impressionnent. La construction de savoirs situés sur la pauvreté passe donc, comme dans les épistémologies postcoloniales, par l'expression de conflits, qui résultent de la mise en récit, du cumul et de l'analyse de récits d'oppression. L'aspect cumulatif des savoirs a également été pointé. Comme pour les autres formes de savoirs, le savoir situé sur la pauvreté est un savoir cumulatif, qui se forge au sein des associations, par la sédimentation d'analyses. Comme pour le savoir universitaire, les personnes ne partent pas de zéro : elles s'appuient sur des connaissances déjà forgées collectivement. Les associations qui œuvrent dans le milieu de la grande pauvreté avec une approche émancipatrice sont d'un apport indéniable dans ces processus. Comme le rappellent Bhambra et Santos à propos de l'épistémologie postcoloniale, les mouvements sociaux des pays du sud ont joué un rôle important dans la remise en cause du caractère universel et neutre du savoir scientifique (Bhambra et Santos, 2017).

Cette question du « pont » a également nourri une réflexion sur le type de connaissances produit dans le croisement des savoirs. Est-ce un « savoir situé des pauvres », en écho au « savoir situé des femmes » dans l'épistémologie féministe ? Les volontaires ont critiqué le concept de « savoir situé

informateurs, au lieu de les encourager à développer leur réflexion propre en acte réellement autonome, c'est les asservir » (Wrezinski, 1980).

des pauvres », qui laisserait entendre que ce savoir se construit tout seul. Le risque de n'assister qu'à une succession de témoignages individuels, de ne pas creuser les logiques structurelles inégalitaires qui traversent les situations décrites, est trop grand. Cette analyse rejoint celle de Nancy Hartsock dans son projet d'épistémologie féministe (Dorlin, 2008). Si Hartsock parle de « point de vue féministe » et non de « point de vue des femmes », c'est bien pour marquer que la connaissance construite est politique, engagée. Il ne s'agit pas d'une connaissance essentialisée, réduite au témoignage des femmes. Il en est de même pour le savoir produit par et avec les pauvres au sein d'ATD Quart Monde : un savoir qu'on pourrait qualifier de « savoir de lutte contre la pauvreté ». Il comporte forcément une dimension militante qui bouscule les chercheurs. Ainsi, le croisement des savoirs est complexe à organiser et suscite des résistances. Sur le plan épistémologique et politique, qu'en est-il de ses effets sur la connaissance et la lutte contre la pauvreté ?

Les effets du croisement des savoirs sur la connaissance et l'émancipation : des avancées en débat

Si un consensus semble régner sur le fait que les recherches participatives peuvent enclencher des processus d'émancipation des opprimé.e.s, le débat est plus houleux lorsqu'on en vient à leurs apports épistémologiques. Le croisement des savoirs produit-il de la connaissance scientifique ? Différentes conceptions du savoir entrent en jeu. La majorité des universitaires a une conception de l'objectivité marquée par l'héritage positiviste, incompatible avec l'idée d'une pluralité des savoirs. Pour schématiser, les recherches participatives ne représentent pour eux qu'une source supplémentaire de récolte de données, qu'ils analysent ensuite « objectivement » dans le champ scientifique. Les études féministes des sciences estiment à l'inverse représenter un tournant politique de la philosophie des sciences, car elles contribuent à transformer la science, à la rendre plus « objective », à améliorer les connaissances scientifiques (Ruphy, 2015). L'ensemble de la communauté scientifique est encore loin d'être convaincue de ce tournant, même si on note au Québec comme en France un développement des débats et un début de reconnaissance, par les organismes scientifiques, de la portée de ces questions épistémologiques⁸.

Des connaissances pour l'action ou pour la science ?

L'évaluation d'ÉQUIsantÉ fait apparaître l'apport des recherches en croisement des savoirs en termes de production de connaissances sur la pauvreté. Pour certains professionnels et chercheurs, qui travaillent pourtant depuis des années dans le secteur de la santé communautaire au Québec, c'est une découverte assez incroyable : « *ÉQUIsantÉ m'a fait rendre compte à quel point j'étais ignorante malgré mes quinze ans en santé communautaire à Montréal* » (Infirmière). « *On n'a pas assez de connaissances sur la pauvreté dans le monde médical.* » (Chercheuses). La production de connaissances a été particulièrement importante concernant les barrières dans l'accès aux soins. Mais alors, s'agit-il de connaissances pour l'action, qui aboutissent par exemple à améliorer la formation des professionnels, de connaissances pour les populations concernées, qui contribuent à leur émancipation, ou de connaissances pour la science, qui aboutissent à transformer les diagnostics, les analyses et les publications scientifiques ? Et d'ailleurs, les avancées cognitives sont-elles dissociables des avancées politiques ?

Après Foucault, qui avait montré l'imbrication forte entre savoir et pouvoir dans nos sociétés, l'épistémologie féministe a explicité le double apport d'une mise au centre du savoir féministe dans l'analyse scientifique: « Le savoir produit par et depuis le positionnement féministe constitue à la fois

⁸ En France, suite à un séminaire sur l'épistémologie des démarches participatives et en croisement des savoirs avec des personnes en situation de pauvreté (2015-2016), un « appel pour le développement des recherches participatives en croisement des savoirs » a été signé par un collectif de chercheurs et d'acteurs professionnels et associatifs, qui a déclenché l'organisation d'un colloque co-organisé par le CNRS, le CNAM et ATD Quart Monde le 1^{er} mars 2017. Cf. <https://croisersavoirs.sciencesconf.org/>

une ressource cognitive et une ressource politique » (Dorlin, 2008 : 15). D'une part en effet, l'épistémologie féministe explore des nouvelles pistes de connaissances et produit une meilleure science, plus objective. D'autre part, l'épistémologie féministe permet aux femmes de développer leur réflexivité, de passer d'un statut d'objet à sujet de connaissance : en produisant des savoirs sur leur sexualité et leur santé, elles se sont réappropriées leurs corps, ont gagné des batailles historiques comme le droit à l'avortement. Il en est de même dans les combats d'associations comme ATD Quart Monde pour le droit à un revenu minimum d'insertion par exemple, à travers l'extension d'un « savoir émancipatoire » (Defraigne-Tardieu, 2015).

Ainsi, le cognitif et le politique se retrouvent intimement liés. Cela dit, y compris entre chercheurs qui défendent ce double apport cognitif et politique, les avis divergent sur les transformations à apporter aux mécanismes de production de la science. Anderson et Fricker, par exemple, sont en désaccord sur la manière de lutter contre les injustices épistémiques. Pour Fricker, l'important est de travailler sur la vertu individuelle, d'inviter les détenteurs de légitimité scientifique à écouter d'autres formes de savoir, à reconnaître les points de vue habituellement discrédités. Pour Anderson, cette vision reste trop centrée sur les interactions individuelles et ne prend pas suffisamment acte du caractère intériorisé des stéréotypes (Anderson, 2012). La solution réside pour lui dans une révision structurelle des modes de production de la connaissance. Pour l'heure, dans la plupart des situations de coopérations de recherche entre universitaires et société civile, la place du chercheur se résume à la posture du « sociologue engagé » : il descend dans l'arène, écoute, s'implique dans les groupes qu'il étudie, mais l'analyse et l'écriture restent sa propriété personnelle (Burawoy, 2005 ; Blondiaux, Fourniau, Mabi, 2016). Pour Santos, la reconnaissance d'une pluralité de savoirs engendre une perte plus grande du pouvoir du chercheur sur la production du savoir : il faut « décoloniser les méthodes sociologiques » (Santos, 2014). C'est un processus proche de ce que Wresinski a nommé le « renversement » : « *Que les universitaires aillent dans la rue, non pas pour enquêter, non pas pour stocker des informations pour eux-mêmes, mais pour se faire enseigner, se faire corriger, prêts à remettre en question, non seulement leur savoir, mais les fondements, la méthode, la signification du savoir. (...) C'est cela le renversement* » (Wresinski, 1996). Ceci n'a rien d'évident pour les universitaires : « *On n'est pas habitués de travailler comme cela : c'est long et ardu* » ont expliqué les chercheurs ayant participé à ÉQUISANTÉ.

Empowerment pour tou.te.s ? Jusqu'où ?

Si savoir et pouvoir sont imbriqués, les productions alternatives de connaissances enclenchent-elles des processus d'empowerment ? Dans le cas d'une épistémologie post-pauvreté, dont l'horizon est la suppression de la misère, on s'attend à une conception radicale de l'empowerment (Bacqué, Biewener, 2013). Les transformations à l'œuvre atteignent-elles les mécanismes structurels de production des inégalités ? Dans l'évaluation d'ÉQUISANTÉ, il a été frappant de constater à quel point la majorité des participant.e.s – pas tous, on y reviendra - ont exprimé un accroissement de leur conscientisation et de leur pouvoir d'agir. Nous l'avons retrouvé dans le discours des personnes en situation de pauvreté, des professionnel.le.s comme des chercheur.e.s,

« *Ça m'a donné du pouvoir de renégocier des situations. Je vais voir le médecin : 'Tu ne peux pas lui demander ça, faut trouver un autre moyen !'. (...) Et puis maintenant, je n'applique plus automatiquement la règle des 20 minutes* » (Infirmière)⁹.

« *Maintenant j'ose dire au médecin que je n'ai pas les moyens ; et je suis capable de faire de l'humour avec lui.* » (Personne en situation de pauvreté).

« *Ça m'a conscientisée sur le pouvoir que je pouvais avoir comme chercheuse ou comme médecin. Un pouvoir à utiliser à bon escient !* » (Chercheur.e).

⁹ La « règle des 20 minutes » en vigueur dans la clinique consiste à ne pas attribuer davantage de 20 minutes par consultation. L'infirmière a pris conscience de l'importance de prendre davantage de temps pour dialoguer avec les personnes en situation de pauvreté.

Cependant, les transformations issues d'ÉQUISANTÉ semblent avoir été moins marquées à l'échelle structurelle : « *La difficulté la plus grande pour moi, c'est quand on est revenus dans la clinique pour essayer de tirer des leçons de ce projet : ça n'a pas été bien reçu. Il y a énormément de résistance (...)* A propos du formulaire qui coûte 60 dollars par exemple, on suggérait de ne pas charger les frais¹⁰. Plusieurs médecins le font gratuitement, peut-être ils le font un peu plus maintenant... Mais les médecins n'ont pas voulu d'une politique officielle. » (Infirmière). Ce constat a suscité la réaction des personnes en situation de pauvreté, déçues de l'absence de changements structurels dans la clinique en question. Il s'en est suivi une discussion sur la nécessité d'inclure davantage les responsables hiérarchiques des structures dans ce type de recherches : « *Si je devais refaire ÉQUISANTÉ, j'exigerais la présence d'un médecin de mon unité au comité de pilotage, pour que ce soit plus porteur de changements. Moi, toute seule, je n'ai pas assez de poids pour peser sur l'institution.* » (Infirmière)

Ainsi, les recherches participatives incluant les plus pauvres produisent des effets variés, comme le montrent d'autres études, par exemple sur l'Incubateur universitaire « Parole d'excluEs » au Québec. Certaines recherches « ont permis de mieux comprendre un phénomène sans que cette compréhension alimente en retour la pratique », tandis que dans d'autres, il y a eu « sédimentation des connaissances coproduites et augmentation du pouvoir d'agir collectif » (Fontan, Longtin, René, 2013 : 135). Le même constat se dégage du projet québécois « Chez soi », dans lequel des « pairs aidants »¹¹ sont embauchés pour prendre part à des recherches collaboratives et à des équipes médicales dans le domaine de la santé mentale. Parmi les trois formes d'implication des pairs aidants dégagées, seule une, la plus rare, aboutit à transformer les pratiques de recherche et de soins (Godrie, 2016). Par ailleurs, l'évaluation d'ÉQUISANTÉ a également pointé que certains participants n'ont pas vécu les processus d'*empowerment* décrits plus haut. Une personne en situation de pauvreté a quitté la recherche, trop éprouvante pour elle. Ce départ a été vécu comme un échec, en particulier pour les volontaires. Par ailleurs, une chercheuse a exprimé une expérience plus proche de la dépossession que de l'accroissement du pouvoir d'agir, dans le processus du croisement des savoirs : « *Le chercheur s'autocensure en partie. J'ai dû me mettre en retrait, je n'osais pas prendre la parole en groupe, je restais plutôt en observation.* » (Chercheuse). Ce constat a été débattu dans les groupes et en plénière lors de l'évaluation. Les volontaires se sont finalement questionnés sur leur propre pouvoir dans l'animation de telles démarches : « *Il faut réfléchir pour trouver le moyen de ne pas faire l'inverse, que les personnes en situation de pauvreté aient tout le pouvoir et que les chercheurs 's'écrasent'* » (volontaire). Au cœur de la posture de ces intervenants se déploie ainsi un travail réflexif incessant, comme l'explique également Saïd Bouamama à propos de son rôle auprès d'un groupe de femmes issues de l'immigration postcoloniale au Blanc Mesnil. Il faut trouver la justesse d'intervention qui permette « d'éviter que ne soit produit qu'un discours attendu, de permettre que les participantes s'autorisent à dire le réel tel qu'elles le vivent et le pensent » (Bouamama, Meddour, 2013 : 28). Les modalités de cette alliance entre intervenants et opprimé.e.s pour faire émerger des savoirs et les croiser avec d'autres formes de savoirs restent encore à explorer.

Conclusion

La recherche en croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté produit des effets cognitifs et politiques : elle a des implications sur la connaissance et l'émancipation des personnes, y compris des professionnel.le.s et des chercheur.e.s. Tout comme les expériences

¹⁰ La recherche avait pointé le coût exorbitant de ce formulaire obligatoire pour accéder à certains droits, démontrant que 60 dollars canadiens équivalait à 10% de la prestation d'aide sociale mensuelle (604 dollars) et que si ces sommes étaient rapportées au niveau de revenu d'un médecin, le formulaire lui coûterait 800 dollars !

¹¹ Personnes qui ont vécu ou vivent encore l'errance et des problèmes de santé mentale.

participatives bouleversent progressivement les modes de fonctionnement de la démocratie, les recherches participatives bousculent les cadres méthodologiques, épistémologiques et théoriques des sciences. Bhambra et Santos en appellent à l'abandon d'une conception de la sociologie comme une discipline unique et objective, et à la construction de différentes sociologies globales alternatives (Bhambra, Santos, 2017). Devant de tels enjeux, les universitaires, les professionnels et les militants associatifs devront probablement dans les années qui viennent développer le « dialogue sur le dialogue », c'est-à-dire ouvrir des espaces de confrontation sur les questions épistémologiques telles que l'objectivité, la portée politique du savoir et la portée cognitive du politique, ou encore les modalités de construction des savoirs issus de l'expérience de la pauvreté, du patriarcat ou du colonialisme. Pour ce faire, une attention particulière devra être portée à la question de l'évaluation : cet article aura, on l'espère, montré l'intérêt de procéder à des modalités participatives d'évaluation, permettant de progresser dans les méthodologies œuvrant à la fois à l'amélioration des connaissances scientifiques et à la lutte contre les inégalités.

Bibliographie

Anderson, E. (2012), "Epistemic Justice as a Virtue of Social Institutions", *Social Epistemology*, Vol. 26, No. 2, p. 163–173.

Bacqué, M.H., Biewener, C., 2013, *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, La Découverte.

Bhambra, G.K., Santos, B. de S. (2017), « Introduction : Global Challenges for Sociology », *Sociology*, vol 51(1), p. 3-10.

Blondiaux, L., Fourniau, J.-M., Mabi C., 2016, « Introduction. Chercheurs et acteurs de la participation : liaisons dangereuses ou collaborations fécondes ? », *Participations*, n°16, 2016/3, p. 5-17.

Bouamama, S., Meddour Z. (2013), *Femmes des quartiers populaires, en résistance contre les discriminations*, Paris, Ed. Le Temps des cerises.

Burawoy, M. (2005), "For Public Sociology", *American Sociological Review*, vol.70, n° 1, p. 4-28.

Carrel M., Loignon C., Boyer S., De Laat M., 2017, « Les enjeux méthodologiques et épistémologiques du croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté. Retours sur la recherche ÉQUISANTÉ au Québec », *Sociologie et Sociétés*, 2017, vol. XLIX, n°1, p. 117-140.

Collins, P. H. (2000 [1990]), *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness and the Politics of Empowerment*, Londres/New York, Routledge.

De Laat, M., Boyer, S., Hudon, C., Goulet, E. and Loignon, C., 2014. « Le Croisement des Savoirs et des Pratiques avec des Personnes en Situation de Pauvreté. Une Condition Nécessaire pour une Société du Savoir Inclusive ». *Globe. Revue Internationale d'Études Québécoises*, 17(2), p.69-91.

Defraigne-Tardieu, G. (2015), « Coconstruction de savoir à l'université populaire Quart Monde », *Ecologie & politique*, 2/2015 (N° 51), p. 81-92.

Dorlin, E. (2008), « Epistémologies féministes » in *Sexe, Genre et sexualité*, Paris, PUF, p. 9-31.

Ferrand, C. et al. (2008), *Le croisement des pouvoirs. Croiser les savoirs en formation, recherche, action*, Paris, Ed. de l'Atelier / Ed. Quart Monde.

Dupui-Déri, 2016

Ferrand, F. (1999), « Personne ne peut penser à la place d'un autre », Dossier « Le Quart Monde à la Sorbonne : croiser les savoirs », *Revue Quart Monde*, n° 170.

Fontan, J.-M., Longtin, D. et René J.-F. (2013), « La recherche participative à l'aune de la mobilisation citoyenne : une innovation sociale de rupture ou de continuité ? », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 25, n° 2, p. 125-140.

Frega, R. (2013), « L'épistémologie des dominés », *Critique*, 2013/12, n° 799, p. 978-991.

Freire, P. (1974), *Pédagogie des opprimés*, Paris, Maspéro.

Fricker, M. (2007), *Epistemic Injustice*, Oxford, Oxford University Press.

Godrie B., Dos Santos M., dir., 2017, *Injustices épistémiques*, Dossier de la revue *Sociologie et Sociétés*, vol. XLIX, n°1, p. 7-152.

Godrie, B. (2016). « Experts et profanes : une frontière bouleversée par la professionnalisation des pairs aidants » dans Demailly, L. et N. Garnoussi (dir.) *Aller mieux. Approches sociologiques*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, p. 367-372.

Groupe de recherche Quart-Monde Université (1999), *Le croisement des savoirs. Quand le Quart Monde et l'Université pensent ensemble*, Paris, Les éditions de l'Atelier/ Editions ouvrières & les Editions Quart Monde.

Groupe de recherche action-formation Quart Monde Partenaire (2002), *Le croisement des pratiques. Quand le Quart Monde et les professionnels se forment ensemble*, Paris, Ed. Quart Monde.

Loignon, C., Hudon, C., Goulet, E., Boyer, S., De Laat, M., Fournier, N., Grabovschi, C. and Bush, P., (2015). "Perceived barriers to healthcare for persons living in poverty in Quebec, Canada: the EQUIhealthY project". *International Journal for Equity in Health*, 14(4), <https://equityhealthj.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12939-015-0135-5>.

Medina, J. (2012), *The Epistemology of Resistance. Gender and Racial Oppression, Epistemic Injustice, and the Social Imagination*, Oxford, Oxford University Press.

Rancière, J. (1995), *La Méésentente : politique et philosophie*, Paris, Galilée.

Romito, P., (2006), *Un silence de mortes. La violence masculine occultée*, Paris, Syllepse.

Ruphy, S. (2015), « Rôle des valeurs en science : contributions de la philosophie féministe des sciences », *Écologie et Politique*, n° 51, p. 41-54.

Santos, B. de Sousa (2014), *Epistemologies of the South: Justice against Epistemicide*, Boulder, CO/London, Paradigm Publishers.

Wresinski, J. (1996), *Echec à la misère, conférence prononcée en 1983 à la Sorbonne*, Ed. Quart Monde, 84 p.

Wresinski J. (1980), « La pensée des plus pauvres dans une connaissance qui conduise au combat », Conférence au Palais de l'Unesco, 3 décembre 1980, URL : <http://archive.mcxapc.org/docs/cerisy/a6-5.pdf>